

- <https://rebellyon.info/Retour-sur-la-mort-des-compagnons-Sole-et>
- [Mémoire Mémoire](#)

Retour sur la mort des compagnons Sole et Baleno et sur la lutte en Val Susa

Publié le 12 juillet 2018 | Mise à jour le 13 juillet



Le 28 mars 1998 mourait Edoardo Massari dans la prison des Vallette. Baleno, comme l'appelaient ses amis, était retrouvé pendu au lit de sa cellule. L'anarchiste, le poseur de bombes, le voleur, le « terroriste » s'en est allé, vivant dans le feu d'une existence hors-la-loi. L'Etat pensait alors avoir éteint avec un cercueil l'étincelle de la révolte que Baleno attisera pourtant à jamais dans le cœur de ceux qui luttent.

Le 28 mars 1998 mourait Edoardo Massari dans la prison des Vallette. Baleno, comme l'appelaient ses amis, était retrouvé pendu au lit de sa cellule. L'anarchiste, le poseur de bombes, le voleur, le « terroriste » s'en est allé, vivant dans le feu d'une existence hors-la-loi. L'Etat pensait alors avoir éteint avec un cercueil l'étincelle de la révolte que Baleno attisera pourtant à jamais dans le cœur de ceux qui luttent.

Edoardo avait été arrêté chez lui le 5 mars, pris à l'aube avec son ami Silvano et sa compagne Sole (Soledad Rosas) par la police de Turin. Tous trois ont été accusés de faire partie d'une fantomatique association subversive.

Quelques mois après la mort de Baleno, Sole a décidé de le suivre. Le 11 juillet au matin, elle s'est ôtée la vie en se pendant dans les WC de la communauté dans laquelle elle était en résidence surveillée : elle avait 24 ans.

Les juges turinois Laudi et Tatangelo, avec les pontes du commissariat, avaient décidé d'attribuer aux anarchistes la responsabilité des nombreux sabotages survenus en Val Susa contre le projet d'un train à grande vitesse (TAV). Ils avaient décidé de faire carrière, de devenir célèbres. Ils avaient décidé d'assassiner Edoardo et Sole. La capture des trois anarchistes a déclenché une salve d'applaudissements. Tous – des politiciens aux industriels, des journalistes aux spéculateurs – avaient intérêt à trouver des responsables (peu importe qu'ils soient vrais ou présumés) aux attaques survenues en Val Susa. Les premiers pas de ce qui, des années plus tard, allait devenir la lutte emblématique contre les nuisances imposées par le progrès, le « David contre Goliath » qui inspirera tant de mouvements dans toute l'Italie, devaient être tués dans l'oeuf. L'hostilité des habitants de la vallée ne pouvant être achetée, il fallait au moins la priver d'une partie des armes auxquelles elle aurait pu avoir recours. En particulier, d'une des pratiques les plus craintes par les puissants et constituant depuis toujours le patrimoine des exclus : le sabotage.

Nier, y compris face à l'évidence, que les actions accomplies en Val Susa aient été l'expression d'un mépris collectif face à l'énorme abus de pouvoir ; taire le fait évident que les sabotages aient été le fruit de mains et d'esprits différents, pas forcément « politisés » ; enfermer l'affrontement et le mal-

être diffus au sein d'une guerre « privée » : d'un côté l'Etat, les entrepreneurs, les financiers du TAV, et de l'autre, les anarchistes. La population locale ? Ceux qui subiront directement les conséquences du train ? Hors-jeu. Le piège tendu par les enquêteurs a fonctionné et l'attention générale – y compris celle des mouvements « antagonistes » – s'est déplacée du Val Susa aux rues de Turin.

Immédiatement après les arrestations, une grande « campagne de solidarité » en faveur des trois anarchistes accusés a démarré à Turin. Une mobilisation qui a réussi à faire descendre dans la rue des centaines de manifestants. Dans d'autres villes d'Italie, les initiatives n'ont pas manqué : des manifestations improvisées aux rassemblements, des blocages de rue aux actions de perturbation, et jusqu'aux sabotages de différentes structures de dévastation et d'oppression. Ce furent des jours d'intense activité, suivis de dizaines de plaintes, vérifications d'identité et perquisitions. Les contrôles de police se sont resserrés sur chaque anarchiste, sur les amis des trois arrêtés et sur leurs familles. Les organes de presse – des plus conservateurs aux plus progressistes – se sont déchaînés en une meute visant à isoler totalement aussi bien les trois subversifs incarcérés que toute personne qui se solidarise avec eux. Les anarchistes étaient présentés – en fonction de la « couleur » du journaliste – comme des êtres sanguinaires, des fous, des provocateurs, ou plus simplement comme des inadaptés sociaux. C'est à ce moment-là qu'a été créée la catégorie sociologique du « squatteur » : terroriste ou paria.

Les positions des anarchistes, et en particulier celle d'Edoardo, ont été mystifiées ou tuées, au point même d'être effacées de la scène : le spectacle médiatique triomphait. Les idées, ces mêmes idées auxquelles « les trois » étaient arrêtés, pour lesquelles Edo et Sole mourront, ne réussissaient pas à émerger, étaient complètement étouffées par un croassement de corbeaux qui – de part et d'autre de la barricade – concourait à vouloir faire oublier les événements déclencheurs de ces jours-là : c'est-à-dire les attaques contre le projet du TAV, c'est-à-dire le fait que l'Etat commençait à craindre une hostilité qui, dépassant pour une fois les illusions du dialogue et du dissensus en paroles, passait à la pratique. Oui, l'Etat avait peur... après tout ce temps. Il avait peur des mains inconnues : des mains avec des piolets, avec des allumettes, avec de la poudre noire. Des mains qui remettaient en lumière non pas une simple opposition, une révolte individuelle, un acte symbolique, mais, et c'est bien plus important, qui redécouvraient l'espoir de pouvoir changer, de pouvoir reprendre le destin de sa propre existence, de sentir à nouveau – en chacun – le sens d'une justice dont ce monde est privé depuis toujours. Parce qu'ils sont plus d'un à vouloir défendre leur terre et leurs affects ; parce que beaucoup désirent vivre dignement et ne pas mourir empoisonnés et détruits par une poignée d'affairistes – de la politique, de l'entreprise et de l'industrie. Parce que beaucoup d'hommes et de femmes ressentent le désir de vivre enfin libres... libre comme l'a été Baleno jusqu'au bout. Dix années ont passé depuis ce 28 mars où Baleno a été suicidé. Pourtant, ces luttes et ces pratiques – comme celles des compagnons morts avant et après lui – continuent de vivre dans les batailles de ceux qui incendient le monde. Les Tatangelo et Laudi (juges), les Genco (journalistes), les Petronzi (flics), ont assassiné Edo et Sole mais ne sont pas parvenus à endiguer leurs idées, nos idées. Baleno parlait et écrivait librement et – malgré la répression toujours plus acharnée – les anarchistes continuent de parler et d'écrire ; Baleno occupait des maisons vides pour se moquer de leur vie, et il y a toujours beaucoup de personnes qui, se foutant de la propriété, décident d'arracher à la spéculation un toit par leurs propres moyens ; Baleno a été arrêté (à Ivrea en 1993) parce qu'il construisait un engin explosif, et il y a encore beaucoup d'esprits et de cœurs courageux qui aiment s'adonner à la pratique méritoire de la destruction et de l'attaque contre les ouvrages du pouvoir.

Baleno détestait le progrès technologique, le bétonnage des montagnes, la séparation de la vie dans des rôles préconçus et l'aliénation progressive dans laquelle l'être humain se précipite. Un être humain civilisé, moderne, auquel on a arraché toute autonomie, tout savoir et tout rapport de réciprocité. Aujourd'hui, la tension et l'obstination d'Edoardo – qui l'ont conduit à cultiver les montagnes aussi bien qu'à construire des machines à laver à pédales – sont partagées par de nombreux individus qui cherchent encore, malgré l'idéologie dévastatrice de la consommation, à recréer des rapports réels, à inventer, à reconquérir cette autonomie que l'industrie de la marchandise nous a ôtée, nous abandonnant seuls dans un océan de gens, nous abandonnant seuls parmi une montagne d'objets. Enfin, Edoardo Massari détestait et combattait la guerre, les frontières, les patries. Face aux massacres perpétrés aujourd'hui partout dans le monde, face à une idéologie patriotarde renaissante, face au mythe des bons Italiens qui exportent la démocratie, nous devrions nous rappeler d'un petit geste accompli par Baleno il y a tant d'années... Il n'avait pas de drapeau, ne saluait pas la bannière tricolore... mais se torchait le cul avec – et pas de façon métaphorique. Pour toutes ces raisons, après toutes ces années, nous continuons de revendiquer notre complicité avec ces compagnons disparus – qu'ils aient été coupables ou innocents. Nous sommes encore là pour répéter qu'Edo et Sole continueront à vivre dans nos luttes, dans nos idées et... que nous n'avons pas oublié leurs assassins.

La Vie en un éclair

Baleno a été à nos côtés lors des nombreuses initiatives qui ont marqué le parcours de la pensée et de l'action anarchiste à partir de la fin des années 80, et pas uniquement dans le Canavese où il habitait. Il s'agit de déplacements fréquents d'un lieu à l'autre pendant des années, entre manifestations, occupations, mobilisations antimilitaristes et contre les dévastations de l'environnement, d'initiatives de solidarité contre la répression et de critique de la prison, de réunions et d'actions contre les diverses tentacules de l'Autorité et du Capital. Nous nous sommes rencontrés dans les charges policières lors de la manifestation contre l'ACNA à Savona en 1989, et puis encore à l'ex-Ilsa de Pont St. Martin, un centre social du Val d'Aoste, première occupation d'une longue série. En avril 1991 dans le Canavese, la piscine de Caluso est occupée : il y avait aussi Baleno parmi les occupants, au milieu de beaucoup d'autres personnes du coin qui trouvaient là pour la première fois l'occasion de s'exprimer et de se confronter librement dans un lieu libéré. Cette année-là, des occupations, des expulsions auxquelles résister ainsi que des initiatives en solidarité avec les insoumis au service militaire se sont succédées dans de nombreuses villes et villages. Toutes ont vu la présence de Baleno avec ses balenates parfois géniales et parfois lourdes, avec ses exhortations permanentes à faire plus : « ... ben quoi, t'as peur... ». En décembre de cette même année, quelques occupants de la Piscina et plusieurs personnes solidaires venues d'autres régions se sont mobilisées en vue de l'expulsion imminente : une quarantaine d'entre elles a occupé la mairie de Caluso, dont Baleno. En janvier 92, la piscine est expulsée par des carabinieri venus en force. Entre janvier et avril 93, deux autres occupations seront tentées dans le Canavese. Les maires et les carabinieri interviendront quelques heures après et en chasseront les occupants. Le procès suite à l'occupation de la Piscina se termine par une condamnation sans précédent dans le Piémont pour un délit de ce genre : 7 mois de prison pour tous les accusés. Quelques jours plus tard, quelques individus parmi lesquels Baleno s'enchaîneront à une estrade lors d'un rassemblement public présidé par le maire d'Ivrea.

Le 19 juin 93, Baleno est arrêté à Ivrea. Il était allé faire soigner à l'hôpital une légère blessure qu'il

s'était faite en s'adonnant à des expériences de chimie anarchiste dans son atelier de réparation de vélos. Une fois à l'hôpital, les carabinieri ont perquisitionné l'atelier et trouvé 46 grammes de poudre noire : c'est ainsi qu'a commencé la tentative de montage judiciaire contre lui. Non contents de l'enfermer en préventive pendant 7 mois (jusqu'au procès de janvier 94), puis de lui infliger un an de prison le 31 mars 95, ils tenteront en vain de l'incriminer avec d'autres anarchistes pour « bande armée ». Parmi les nombreux rassemblements et initiatives de solidarité dans toute la péninsule, une manifestation s'est déroulée à Ivrea le 22 décembre 93. Elle a démarré tranquillement mais, quelques centaines de mètres plus loin, le préfet a donné l'ordre aux manifestants de ranger les drapeaux noirs et de ne plus jeter de pétards : les participants ont refusé d'obéir et il a ordonné la charge. Les forces de l'ordre ont eu le dessous, et huit flics seront hospitalisés. L'un d'eux restera à terre, gravement blessé. C'est ainsi que la manifestation a réussi à aller de l'avant puis s'est terminée sans autre incident. Sorti de prison, Baleno a repris ses activités habituelles et son attention s'est portée sur la défense du territoire montagnard, de ses espaces de liberté, de sa nature relativement non contaminée par les tentacules de la société industrielle. Tous les regards se sont tournés vers le Val Susa, où l'hostilité contre la dévastation du futur train à grande vitesse (TAV) appelait les ennemis de l'autorité à se rendre sur place.

Enquête judiciaire et mobilisations

Les arrestations

Le 5 mars 1998, trois anarchistes (Silvano Pelissero, Edoardo Massari et Maria Soledad Rosas) qui vivaient ensemble dans la maison occupée de Collegno (Turin) sont arrêtés sur mandat des procureurs Maurizio Laudi et Marcello Tatangelo. Le soir même à Turin, les flics et les carabinieri expulsent L'Asilo Occupato et l'Alcova Occupata. Ils détruisent tout, brisent les fenêtres, les salles de bain et tout ce qui leur tombe sous la main. Les trois anarchistes sont placés à l'isolement sans qu'il leur soit communiqué la gravité de l'accusation : « association subversive à finalité terroriste ». Le 7 mars, le juge pour les enquêtes préliminaires, Fabrizia Pironti, confirme l'arrestation et l'accusation. Depuis le début, les enquêtes partent du présupposé que les coupables sont les trois anarchistes et qu'il est donc juste nécessaire de trouver des preuves contre eux. Malgré l'usage immodéré de micros, de caméras et de perquisitions fréquentes, aucun élément accablant n'est pourtant retrouvé. Les juges continuent tout de même la procédure, surtout « grâce » au soutien médiatique.

Le rôle des mass-média

Le travail des journalistes se révélera décisif pour discréditer et calomnier les trois arrêtés. La presse et la télévision commencent une campagne visant à alimenter la peur des anarchistes et à construire un procès médiatique dans lequel « la condamnation est déjà écrite ». Jusqu'au 7 mars, des quotidiens turinois sortent avec des titres étourdissants : « Blitz contre les éco-terroristes », « Les Loups gris attrapés dans les centres sociaux », « Longue enquête à l'aide d'un infiltré, des bombes et des mèches mises sous scellé », « Squatteurs anarchistes avec la passion des armes », « Trois subversifs arrêtés », « Une piste à propos des attentats anti-TAV en Val Susa », etc.

La solidarité

Juste après l'arrestation de Sole, Baleno et Silvano, un rassemblement de protestation contre les

arrestations et les expulsions est organisé devant la mairie de Turin. Ceux qui participent à l'initiative sont chargés par la police et, lors des affrontements, plusieurs vitrines de boutiques de riches tombent en morceaux. Dans plusieurs villes d'Italie démarrent des mobilisations en faveur des anarchistes arrêtés : manifestations, rassemblements, blocages et sabotages se succèdent.

La farce judiciaire continue...

Le 26 mars, le tribunal repousse le recours de mise en liberté, « parce qu'il existe une forte proximité entre les trois inculpés et les auteurs des attentats » et que « le risque de récidive de délits de nature identique est très élevé ». Samedi 28 mars à l'aube, selon la version officielle, Edoardo Massari est retrouvé agonisant, pendu au lit par un drap dans la prison turinoise des Vallette.

Les funérailles

Après le « suicide-assassinat d'Etat » de Baleno, la morbidité des médias explose dans toute sa misère. Beaucoup de journalistes refusent de respecter le désir exprimé publiquement par la famille Massari de pouvoir enterrer leur proche en paix, uniquement en présence des parents et des amis, déchaînant la rage plus que légitime des amis d'Edoardo : le chroniqueur Daniele Genco en fera les frais, ainsi que la voiture de Paolo Grisieri, envoyé spécial de Il Manifesto, et certains caméramans. Ce qui s'est passé au cours des funérailles devient pour les chacals de l'information une occasion supplémentaire d'attaquer les anarchistes. Le mouvement réagit en rompant tout contact avec la presse, excepté une conférence provocatrice lors de laquelle quelques anarchistes lancent des carcasses de poulets et des restes de boucherie sur des journalistes avides de nouveauté. Le 15 avril, le parquet d'Ivrea lance trois mandats d'arrêt contre autant d'anarchistes de la région pour « tentative de meurtre » (requalifiée plus tard en « coups et blessures graves »), liés à l'agression du journaliste Daniele Genco (balance de la police et fameux pour ses calomnies contre Baleno et ses compagnons). Un seul sera arrêté, tandis que deux autres entrent en clandestinité.

La manifestation du 4 avril

Le 4 avril se déroule à Turin une manifestation « unitaire » de toutes les aires antagonistes italiennes. Un cortège de 9000 personnes défile dans les rues pour demander la libération des incarcérés et exprimer sa rage suite à l'assassinat de Baleno. La prison des Nuove et le Palais de Justice reçoivent des centaines de pierres et sont assaillis par les manifestants : les dégâts causés au Palais sont de plusieurs centaines de millions de lires. Suite à la manifestation, la police lancera plusieurs plaintes avec l'accusation de « dévastation ».

Le suicide de Soledad

Soledad est arrivée en Italie en juin 1997 et, selon l'accusation, elle « aurait commencé » en moins de quatre mois à faire partie du mouvement anarchiste turinois, devenant une des responsables de l'organisation subversive clandestine (même si, entre autre, les sabotages en Val Susa ont eu lieu alors qu'elle vivait encore en Argentine). Samedi 11 juillet 1998, Soledad meurt suicidée. Elle est retrouvée pendue dans les locaux du foyer [comunità à l'italienne] Sottoiponti de Benevagienna, où elle était enfermée en résidence surveillée.

Les colis piégés et l'isolement des anarchistes

Début août, cinq colis piégés sont envoyés par la poste. Leurs destinataires sont : le procureur Maurizio Laudi, le journaliste Genco, le conseiller régional des Verts Pasquale Cavaliere, le député Giuliano Pisapia et le conseiller municipal de Rifondazione Comunista Umberto Gay. Ces colis n'explodent pas et ne feront ni dégâts, ni victimes. Suite à ces attaques, l'isolement des anarchistes

n'est pas seulement venue de la gauche modérée, mais aussi de celle qui est plus « alternative » et extraparlamentaire, y compris la plus grande partie des centres sociaux italiens et des squats turinois, gobant de cette manière la division du mouvement entre « bons et méchants » et favorisant ainsi la répression d'une partie du mouvement anarchiste : la quasi totalité de ceux qui ont choisi (par principe) de ne pas prendre publiquement position sur les colis piégés ont été inculpés et perquisitionnés les mois suivants. Il Manifesto, l'Unità, Liberazione, juste pour citer les journaux plus fameux, contribueront à diffuser des nouvelles sans aucun fondement, comme celles qui attribuaient à Silvano Pelissero un passé de militant d'extrême-droite et même des collusions avec les services secrets.

Les sentences

Le procès en première instance s'est terminé le 21 janvier 2000 par une condamnation à 6 ans et 10 mois pour Silvano : vol et dévastation de la mairie de Caprie, association subversive, attentat contre le transformateur de Giaglione, détention d'explosifs, etc. Le procès en appel, qui s'est déroulé en une seule journée (18 janvier 2001), ne fait qu'une concession aux thèses de la défense : l'acquiescement pour fabrication d'engin explosif. La peine est réduite à 6 ans et 1 mois. Le 21 novembre 2001, la cour de cassation invalide l'accusation d'activité terroriste à finalité subversive. Le 4 mars 2002, au bout de quatre années de détention préventive, la magistrature émet un mandat de libération de Silvano « pour épuisement du délai maximum de détention » : l'anarchiste ne sera effectivement libéré que le 12, parce que les carabinieri ont laissé passer une semaine entière avant de communiquer la nouvelle à l'intéressé. En 2002, la Cour de Cassation de Rome démonte les thèses des procureurs turinois Maurizio Laudi et Marcello Tatangelo. Il ne s'agissait pas d'une association terroriste, mais de trois personnes qui, au maximum, s'étaient adonnées à des délits communs. L'accusation la plus grave (la finalité subversive et terroriste des délits contestés) étant tombée, la Cour d'Appel de Turin réduit la peine de Silvano à 3 ans et 10 mois.

P.-S.

Extrait de Cette Semaine N°97.

[Traduit de l'italien. Tiré de Un pugnale e un talismano. Sole e Baleno, 1998-2008. Materiali della mostra ed allegati, mars 2008, pp. 2-15 et 20-22]

•